



REPUBLIKAN' I MADAGASIKARA  
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Compte rendu  
**REVUE D'EXÉCUTION  
BUDGÉTAIRE**

*1<sup>er</sup> trimestre 2021*

## AVANT PROPOS

Le Gouvernement Malagasy entame une nouvelle année pour la concrétisation des "Velirano" du Président de la République. Aussi, la répartition budgétaire de la LFI 2021 se distingue-t-elle par l'introduction de la notion de "Nouveaux projets d'Émergence" et la priorisation du secteur social en raison du contexte sanitaire de 202 qui, malheureusement, a perduré au cours du premier trimestre 2021. Afin d'assurer l'utilisation à bon escient des crédits alloués à cette fin et de prévenir les éventuels aléas d'ordre technique pouvant entraver la bonne marche de l'Administration, un suivi périodique de l'exécution des dépenses publiques s'avère indispensable.

Dans cette perspective de suivi, une première réunion portant sur la Revue de l'exécution des dépenses publiques au titre de 2021 a déjà été organisée par visio-conférence en date du 06 Mai 2021 sur le thème « Fluidification de l'exécution des dépenses publiques ». L'objectif de la réunion était de sensibiliser tous les acteurs sur la nécessité d'améliorer le rythme habituel de l'exécution budgétaire afin d'assurer non seulement la capacité d'absorption de chaque Département mais surtout la performance affichée par l'Administration en général avant l'achèvement de l'exercice 2021.

Le présent document est un compte rendu de la Revue, et a pour objectif de faire ressortir la situation de l'exécution des dépenses durant le premier trimestre 2021 (base engagement et base paiement), la situation particulière des dépenses sociales (dont celles relatives au COVID-19) ainsi que les difficultés rencontrées par les Institutions et les Ministères dans le cadre de l'exécution et les recommandations émises par le Ministère de l'Economie et des Finances. Sa publication s'inscrit dans une démarche de transparence budgétaire, garant de la bonne gouvernance.

Nous adressons nos remerciements à l'endroit de tous les acteurs qui contribuent à l'exécution budgétaire en vue d'une utilisation optimale du budget de l'Etat pour l'atteinte des objectifs des "Velirano" au bénéfice de la population.

## SOMMAIRE

I. SITUATION GLOBALE DE L'EXECUTION DES DÉPENSES .....	4
II. SITUATION DES DÉPENSES ENGAGEES LIEES AU COVID-19.....	8
III. SITUATION DES DEPENSES ENGAGEES DU SECTEUR SOCIAL.....	9
IV. SITUATION DES PAIEMENTS.....	10
V. COMPTE RENDU DE LA REUNION PORTANT SUR LA REVUE DE L'EXECUTION 1 <sup>er</sup> T 2021.....	14

## I. SITUATION GLOBALE DE L'EXECUTION DES DÉPENSES

### I.1- DEPENSES PAR GRANDE RUBRIQUE

Le niveau d'exécution budgétaire global au cours du premier trimestre 2021 s'avère relativement bas comparé aux taux de régulation accordés par la circulaire de régulation fixés à 25% à l'exception des PIP externes, fixé à 100%.

En effet, sur un crédit ouvert de 8 653.6 Milliards d'Ariary dans la LFI 2021, 1 423.1 Milliards ont pu être engagés au cours du premier trimestre soit un taux d'engagement de **16%** toutes rubriques confondues, dont 21% en dépenses de soldes, 9% en dépenses de fonctionnement et 15% en dépenses d'Investissement. (Détails dans le graphe 1).

A noter cependant que ce taux demeure sensiblement identique à celui enregistré pour la même période en 2019 qui était de 13.66% (Dernier compte rendu Premier trimestre disponible)

*Graphe 1.* Taux d'engagement des dépenses de fonctionnement (hors Opération d'Ordre, hors fonds COVID)

*En Milliards d'Ariary*

GRANDES RUBRIQUES	LFI	MODIFIÉ	ENGAGÉ	TAUX	REGULATION
Solde	2 958,4	2 958,4	619,1	21%	<b>25%</b>
Indemnités	200,1	200,1	28,6	14%	<b>25%</b>
Biens et Services	408,1	408,3	33,3	8%	<b>25%</b>
Transferts	485,1	491,5	38	8%	<b>25%</b>
PIP sur Financement Externe	3 167,0	3 167,0	675,6	21%	<b>100%</b>
PIP sur Financement Interne	1 434,9	1 437,5	28,5	2%	<b>25%</b>
<b>Total général</b>	<b>8 653,6</b>	<b>8 662,8</b>	<b>1 423,1</b>	<b>16%</b>	<b>25% sauf PIP Externe</b>

*Source: SIIGFP, Circulaire de régulation IT 2021*

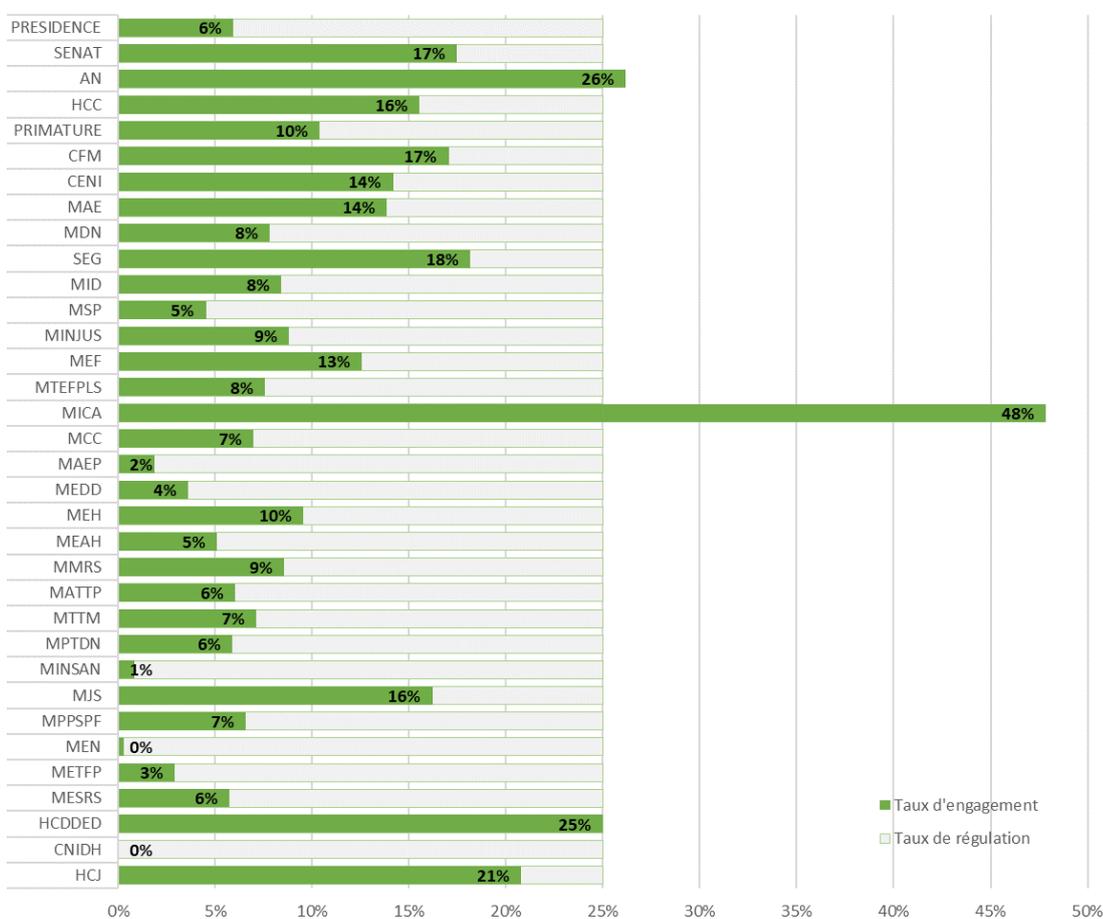
## II-2 DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Le niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement par Institution et Ministère est très disparate, passant de 0% pour certains Institutions et Ministères (MEN, CNIDH) à plus de 25% (supérieur au Taux de régulation globale) pour d'autres (Assemblée Nationale, MICA).

Les taux d'exécution supérieurs à la régulation résultent des demandes de dérogation accordées pour ces entités en raison de leurs situations particulières et exceptionnelles.

Le faible taux d'exécution a été essentiellement justifié par le ralentissement du rythme de travail engendré par le contexte sanitaire du COVID-19, par les délais d'exécution des procédures de passation de Marchés Publics et par les changements de nomination des acteurs budgétaires (GAC et ORDSEC) pour l'exercice 2021.

**Graph 2.** Taux d'engagement des dépenses de fonctionnement



Source : SIIGFP extrait le 14/05/2021

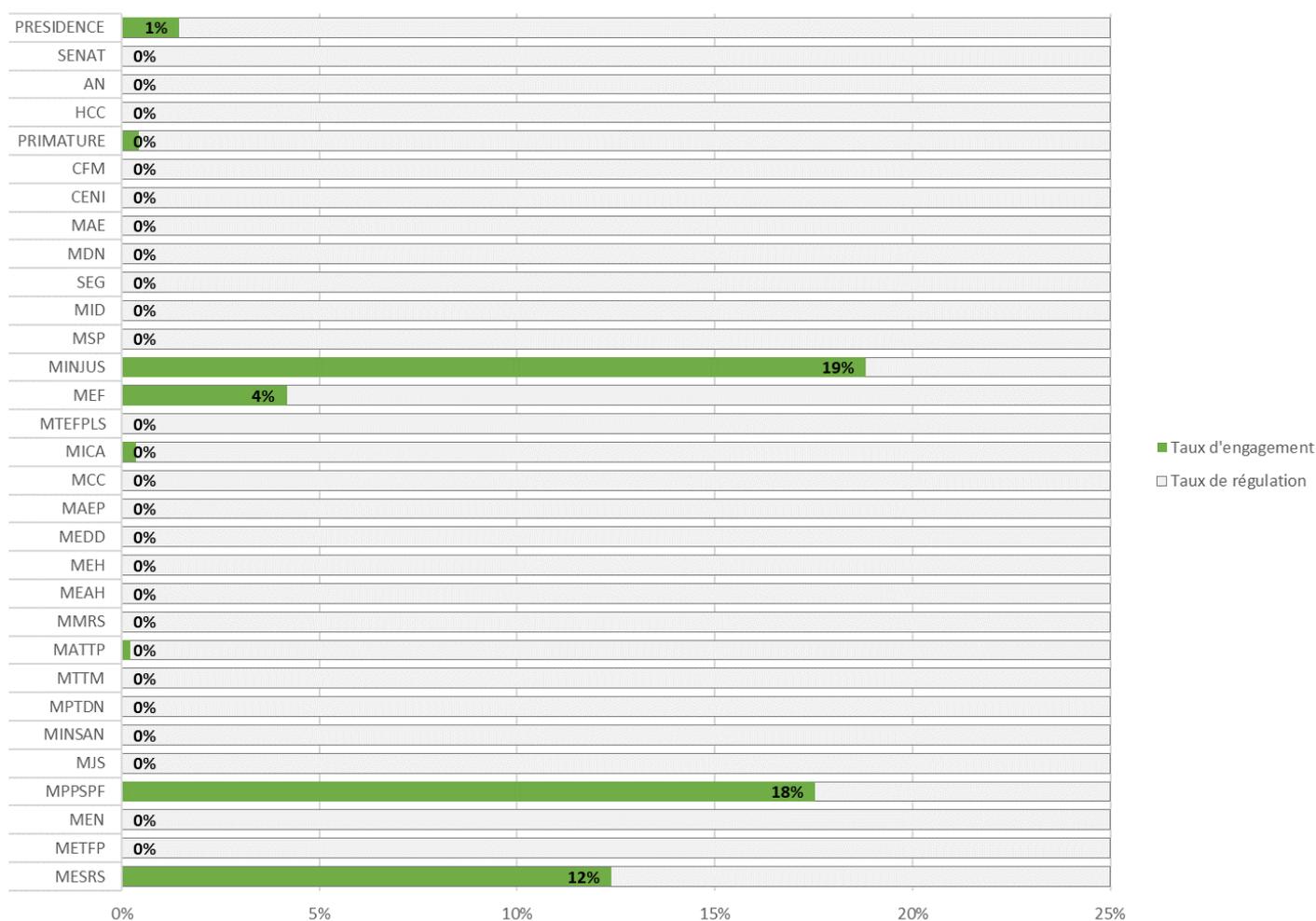
## II-3 DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Les dépenses d'investissement sur financement interne n'ont pu être exécutées qu'à hauteur de 2% des crédits ouverts 2021 au cours du 1<sup>er</sup> trimestre. Mis à part les ralentissements engendrés par le contexte sanitaire, les procédures de passation de marchés ainsi que les changements de nomination des acteurs budgétaires, le faible taux d'exécution de cette catégorie de dépense résulte également de l'apparition des nouveaux délais relatifs :

- aux procédures préalables à l'utilisation des lignes "Nouveaux Projets Emergents" et
- à la demande d'autorisation d'engagement des dépenses supérieures à 200 Millions d'Ariary.

Concrètement, seules cinq entités ont pu mobiliser leurs PIP sur financement interne. Il s'agit de la Présidence, du Ministère de la Justice, du MTEFPLS, MJS et le MESRS.

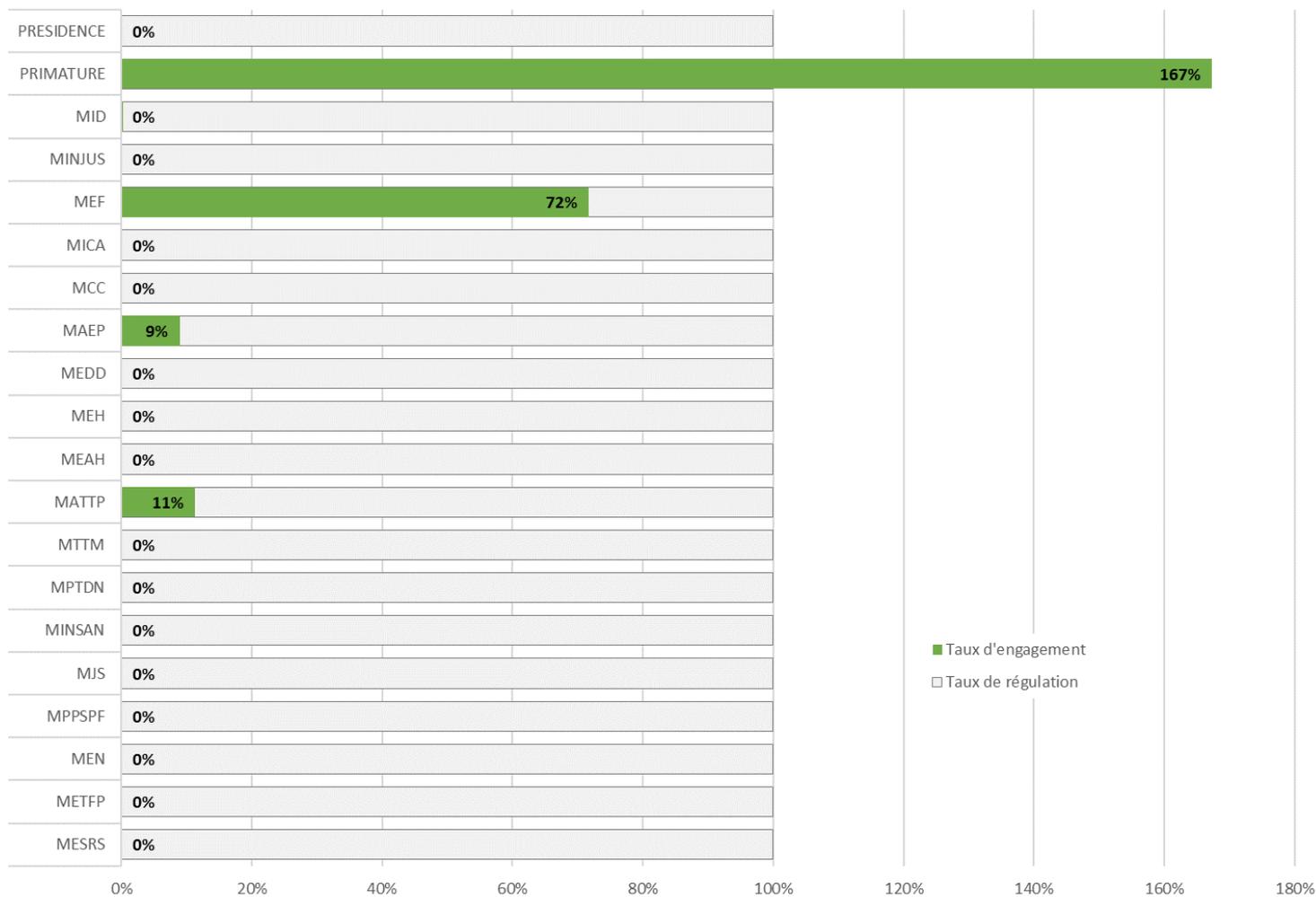
**Graph 3.** Taux d'engagement des dépenses PIP sur financement interne



Source : SIIGFP extrait le 14/05/2021

Les dépenses relatives aux PIP sur financement externe ont été exécutées à hauteur de 21%. Trois Ministères ont contribué essentiellement à ce résultat à savoir le MATTP, le MAEP et le MEF.

**Graph 4.** Taux d'engagement des dépenses PIP sur financement externe



Source : SIIGFP extrait le 14/05/2021

## II. SITUATION DES DÉPENSES LIÉES A LA LUTTE CONTRE LE COVID-19

Afin de faciliter le recensement et le suivi des dépenses liées à la lutte contre le COVID-19 dans le Budget Général de l'Etat, le SIIGFP a été paramétré de manière à ce que chaque Institution et Ministère puisse identifier au moment de l'engagement, les dépenses liées à la lutte contre le COVID-19.

Pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2021, les résultats issus du SIIGFP se résument comme suit:

*En Milliards d'Ariary*

GRANDES RUBRIQUES	TOTAL ENGAGE	PART COVID-19 ENGAGE	TAUX PART COVID-19
Solde	619,1	294,5	48%
Indemnités	28,6	0,9	3%
Biens et Services	33,3	1,9	6%
Transferts	38,0	8,2	22%
PIP sur Financement Externe	675,6	0	0%
PIP sur Financement Interne	28,5	8,7	31%
<b>Total général</b>	<b>1423,1</b>	<b>314,2</b>	<b>22%</b>

*Source:* SIIGFP extrait le 14/05/2021

Tel que décrit dans le tableau, 314.2 Milliards d'Ariary sur les 1423.1 Milliards engagés au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021, correspondent à des dépenses liées à la lutte contre le COVID-19, soit 22 %.

Toutefois, étant donné que le mode de remplissage du formulaire COVID-19 dans le SIIGFP (mécanisme mis en place depuis janvier 2021) n'a pas encore fait l'objet d'une formation intensive de la part du MEF, les risques d'erreurs liés à la manipulation du système demeurent. C'est la raison pour laquelle une circulaire dédiée au mode de remplissage du formulaire COVID-19 sur SIIGFP est en ce moment en cours de conception au niveau du MEF.

Toujours est-il que la situation détaillée de l'exécution des dépenses liées directement ou indirectement à la gestion du COVID-19 est à tout moment disponible sur le siteweb du MEF à l'adresse [www.mef.gov.mg/reportingcovid](http://www.mef.gov.mg/reportingcovid).

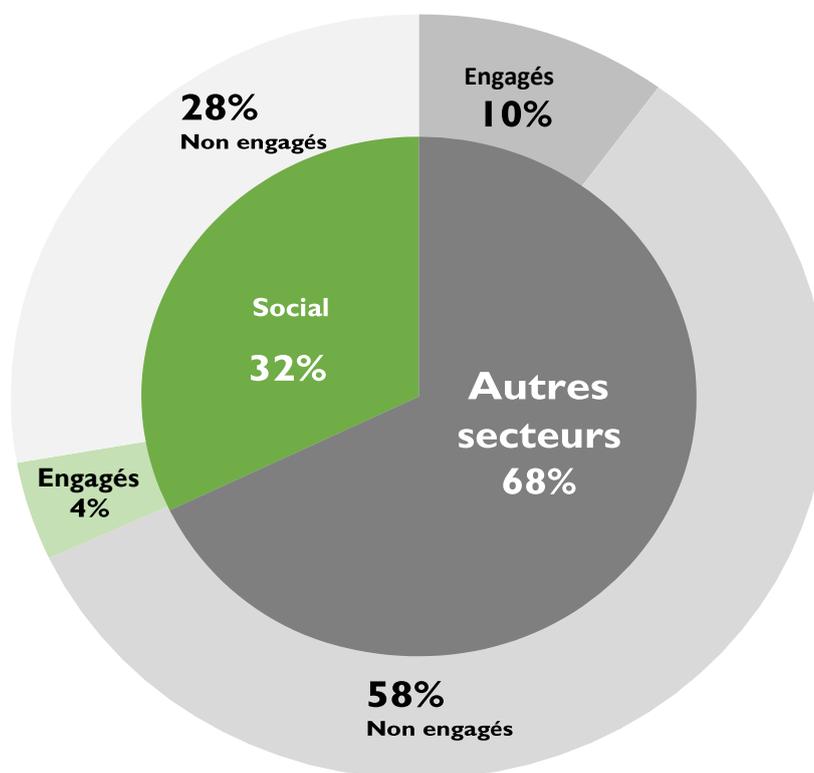
### III. SITUATION DES DÉPENSES DU SECTEUR SOCIAL

La pandémie de COVID-19 sévissant à Madagascar depuis 2020, ainsi que les effets du « Kere » dans le Sud, ont fortement accentué la vulnérabilité de la population malagasy et ont conduit le Gouvernement à augmenter la part du secteur social dans la LFI 2021 jusqu'à 32% au lieu des 28% en 2020.

L'exécution des dépenses dédiées à ce secteur revêt ainsi une importance particulière dans la mesure où le bien être de la population en dépend.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021, force est pourtant de constater que le niveau d'exécution des dépenses de ce secteur reste assez faible comparé au taux de régulation en vigueur.

**Graph 4.** Part de dépenses du secteur social et taux d'engagement (Fonctionnement + PIP Interne)



Source: SIIGFP extrait le 31/03/2021

En effet, comme le montre le graphique ci-dessus, seulement 4% des dépenses engagées ont été effectuées au niveau des secteurs sociaux contre 10% pour les autres secteurs.

Il convient de souligner que le budget dédié au Fonds de riposte à la COVID-19 mis en place en 2020 continue de contribuer au financement des dépenses sociales au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

## IV. SITUATION DES PAIEMENTS

De manière globale, sur le total des montants engagés dans l'ensemble du budget de l'Etat, 11.58% ont pu faire l'objet de paiement au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, dont 16.50% sur les dettes publiques, 23.19% sur les soldes, 9.52% sur le budget général, 7.49% sur les budgets annexes, 22.6% sur les comptes particuliers du Trésor, 13.62% sur les Opérations de Financement.

Il convient de préciser les paiements dépendent des délais d'exécution des Marchés Publics, de la date de soumission des dossiers de mandatement auprès du trésor public par les Ministères, du délai de traitement des dossiers par le Trésor Public et du niveau de trésorerie disponible en général.

SITUATION GLOBALE

En Milliards d'Ariary

	LFI	CRÉDIT MODIFIÉ	ENGAGÉ	TAUX ENG	PAYÉ	TAUX PAIEMENT
Dettes publiques	482,50	482,50	451,20	93,51%	79,60	16,50%
Soldes	2 958,40	2 958,40	932,50	31,52%	686,10	23,19%
Hors soldes	2 852,20	2 852,20	550,50	19,30%	111,50	3,91%
<i>Biens et Services</i>	1 164,70	1 164,70	82,30	7,07%	12,90	1,11%
<i>Indemnités</i>	223,50	223,50	53,50	23,92%	28,80	12,89%
<i>Transferts</i>	1 463,90	1 463,90	414,60	28,32%	69,80	4,77%
<i>Investissement</i>	5 196,40	5 196,40	1 993,20	38,36%	216,40	4,16%
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	<b>11 489,60</b>	<b>11 489,60</b>	<b>3927,50</b>	<b>34,18%</b>	<b>1 093,60</b>	<b>9,52%</b>
Hors soldes	27,10	27,10	3,90	14,72%	2,50	9,23%
<i>Biens et Services</i>	14,00	14,00	1,70	12,56%	0,70	5,00%
<i>Indemnités</i>	12,70	12,70	2,10	16,83%	1,80	14,17%
<i>Transferts</i>	0,30	0,30	0,08	24,86%	0,07	23,33%
<i>Investissement</i>	7,60	7,60	0,03	0,43%	0,00	0,00%
<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>34,7</b>	<b>34,7</b>	<b>4,00</b>	<b>11,60%</b>	<b>2,6</b>	<b>7,49%</b>
Hors soldes	1 211,20	1 211,20	348,40	28,77%	339,8	28,05%
<i>Biens et Services</i>	408,40	408,40	17,30	4,23%	10,30	2,52%
<i>Indemnités</i>	19,80	19,80	4,80	23,99%	4,70	23,74%
<i>Transferts</i>	783,00	783,00	326,40	41,69%	324,80	41,48%
<i>Investissement</i>	292,80	292,80	273,00	93,28%	0,09	0,03%
<b>COMPTES PARTICULIERS DU TRÉSOR</b>	<b>1 503,90</b>	<b>1 503,90</b>	<b>621,5</b>	<b>41,32%</b>	<b>339,9</b>	<b>22,60%</b>
<i>Investissement</i>	6,40	6,40	0	0,00%	0	0,00%
<b>FONDS DE CONTREVALEUR</b>	<b>6,40</b>	<b>6,40</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
<i>Opérations de financement</i>	3 581,80	3 581,80	1 288,00	35,96%	487,8	13,62%
<b>OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>3581,8</b>	<b>3581,8</b>	<b>1 288,00</b>	<b>35,96%</b>	<b>487,8</b>	<b>13,62%</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>16 616,30</b>	<b>16 616,30</b>	<b>5841</b>	<b>35,15%</b>	<b>1 923,90</b>	<b>11,58%</b>

Source: SIIGFP extrait le 14/05/2021

La situation détaillée par secteur est présentée dans les tableaux ci-après :

## Situation Secteur Social

En Milliards d'Ariary

	LFI	CRÉDIT MODIFIÉ	ENGAGÉ	PAYÉ
<b>SOLDES</b>	<b>1 377,1</b>	<b>1 377,1</b>	<b>437,1</b>	<b>319,9</b>
<i>Biens et Services</i>	94,7	94,7	6,3	0,7
<i>Indemnités</i>	20,4	20,4	2,4	0,8
<i>Transferts</i>	255,2	262,0	26,9	1,2
<b>HORS SOLDES</b>	<b>370,3</b>	<b>377,1</b>	<b>35,7</b>	<b>2,7</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>1 003,0</b>	<b>1 005,6</b>	<b>238,5</b>	<b>6,0</b>
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	<b>2750,5</b>	<b>2 759,9</b>	<b>711,3</b>	<b>328,7</b>
<b>HORS SOLDES</b>	<b>20,3</b>	<b>20,3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>COMPTES PARTICULIERS DU TRÉSOR</b>	<b>20,3</b>	<b>20,3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Investissement</i>	2,4	2,4	0	0
<b>FONDS DE CONTRE VALEUR</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL SOCIAL</b>	<b>2 773,3</b>	<b>2 782,7</b>	<b>711,3</b>	<b>328,7</b>

Source : SIIGFP extrait le 14/05/2021

Avec un crédit ouvert totalisé à 2 782.7 Milliards Ariary dédié au secteur Social, et un taux de régulation moyen de 25% à l'exception des PIP externes, 328.7 Milliards Ariary ont pu faire l'objet de paiement, dont 437.1 Milliards Ariary en matière de soldes, 35.7 Milliards Ariary pour les dépenses de fonctionnement hors soldes et de 238,5 Milliards Ariary pour dépenses d'Investissement.

Il est à noter que le secteur social rassemble cinq Ministères à savoir, le Ministère de la Santé Publique, le Ministère de l'Education Nationale, le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

## Situation Secteur Productif

En Milliards d'Ariary

	LFI	CRÉDIT MODIFIÉ	ENGAGÉ	PAYÉ
<b>SOLDES</b>	<b>65,9</b>	<b>65,9</b>	<b>18,8</b>	<b>14,2</b>
<b>HORS SOLDES</b>	<b>85,3</b>	<b>85,3</b>	<b>28,2</b>	<b>18,0</b>
<i>Biens et Services</i>	31,2	31,2	7,2	0,5
<i>Indemnités</i>	11,9	11,9	2,3	1,1
<i>Transferts</i>	42,0	42,0	18,6	16,4
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>711,2</b>	<b>711,2</b>	<b>490,6</b>	<b>0,09</b>
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	<b>862,4</b>	<b>862,4</b>	<b>537,6</b>	<b>32,3</b>
<b>HORS SOLDES</b>	<b>7,8</b>	<b>7,8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Biens et Services</i>	7,7	7,7	0	0
<i>Indemnités</i>	0,1	0,1	0	0
<b>COMPTES PARTICULIERS DU TRÉSOR</b>	<b>7,8</b>	<b>7,8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total PRODUCTIF</b>	<b>870,2</b>	<b>870,2</b>	<b>537,7</b>	<b>32,3</b>

◆ Source : SIIGFP extrait le 14/05/2021

Avec un crédit ouvert totalisé à 870.2 Milliards Ariary dédié au secteur Productif, et un taux de régulation moyen de 25% à l'exception des PIP externes, 32.3 Milliards Ariary ont pu faire l'objet de paiement, dont 14.2 Milliards Ariary en matière de soldes, 18 Milliards Ariary en dépenses de fonctionnement hors soldes et 0,09 Milliards d'Ariary en dépenses d'Investissements.

Il est à noter que le secteur productif rassemble quatre Ministères à savoir : le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA), le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), le Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques (MMRS).

## Situation Secteur Infrastructure

En Milliards d'Ariary

	LFI	CRÉDIT MODIFIÉ	ENGAGÉ	PAYÉ
<b>SOLDES</b>	<b>43,0</b>	<b>43,0</b>	<b>11,4</b>	<b>8,7</b>
<b>HORS SOLDES</b>	<b>40,6</b>	<b>40,6</b>	<b>6,7</b>	<b>2,0</b>
<i>Biens et Services</i>	<i>14,4</i>	<i>14,4</i>	<i>3,8</i>	<i>0,7</i>
<i>Indemnités</i>	<i>9,6</i>	<i>9,6</i>	<i>2,4</i>	<i>1,3</i>
<i>Transferts</i>	<i>16,5</i>	<i>16,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,02</i>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>1 779,4</b>	<b>1 779,4</b>	<b>325,8</b>	<b>0,4</b>
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	<b>1 862,9</b>	<b>1 862,9</b>	<b>343,9</b>	<b>11,1</b>
<b>HORS SOLDES</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>1,1</b>	<b>0,6</b>
<i>Biens et Services</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,005</i>
<i>Indemnités</i>	<i>3,2</i>	<i>3,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>
<i>Transferts</i>	<i>0,17</i>	<i>0,17</i>	<i>0,07</i>	<i>0,0034</i>
<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>1,1</b>	<b>0,6</b>
HORS SOLDES	14,0	14,0	0	0
<b>COMPTES PARTICULIERS DU TRÉSOR</b>	<b>14,0</b>	<b>14,0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total INFRASTRUCTURE</b>	<b>1 881,7</b>	<b>1 881,7</b>	<b>345,1</b>	<b>11,6</b>

Source : SIIGFP extrait le 14/05/2021

Avec un crédit ouvert totalisé à 1 881.7 Milliards Ariary dédié au secteur infrastructure, et un taux de régulation moyen de 25% à l'exception des PIP sur financement externe, 11.6 Milliards Ariary ont pu faire l'objet de paiement, dont 8.7 Milliards Ariary en matière de soldes, 2 Milliards Ariary en dépenses de fonctionnement hors soldes et 0.4 Milliards d'Ariary en dépenses d'Investissement.

Il est à noter que le secteur infrastructure rassemble cinq Ministères à savoir, le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures (MEH), le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH), le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux Publics (MATTP), le Ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie (MTTM) et le Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique (MPTDN)

## Situation Secteur Administratif

En Milliards d'Ariary

	LFI	CRÉDIT MODIFIÉ	ENGAGÉ	PAYÉ
<b>DETTE PUBLIQUE</b>	<b>482,5</b>	<b>482,5</b>	<b>451,2</b>	<b>79,6</b>
<b>SOLDES</b>	<b>1 472,3</b>	<b>1 472,3</b>	<b>465,1</b>	<b>343,2</b>
<b>HORS SOLDES</b>	<b>2 356,0</b>	<b>2 349,1</b>	<b>479,8</b>	<b>88,8</b>
<i>Biens et Services</i>	<i>1 024,3</i>	<i>1 024,3</i>	<i>65,0</i>	<i>11,0</i>
<i>Indemnités</i>	<i>181,5</i>	<i>181,5</i>	<i>46,3</i>	<i>25,6</i>
<i>Transferts</i>	<i>1 150,0</i>	<i>1 143,2</i>	<i>368,5</i>	<i>52,1</i>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>1 702,8</b>	<b>1 700,2</b>	<b>938,3</b>	<b>209,8</b>
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	<b>6 013,7</b>	<b>6 004,3</b>	<b>2 334,4</b>	<b>721,4</b>
<b>HORS SOLDES</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>	<b>2,8</b>	<b>1,9</b>
<i>Biens et Services</i>	<i>12,7</i>	<i>12,7</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>
<i>Indemnités</i>	<i>9,4</i>	<i>9,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>
<i>Transferts</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,01</i>	<i>0,03</i>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>7,5</b>	<b>7,5</b>	<b>0,03</b>	<b>0</b>
<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>29,9</b>	<b>29,9</b>	<b>2,8</b>	<b>1,9</b>
<b>HORS SOLDES</b>	<b>1 169,0</b>	<b>1 169,0</b>	<b>348,4</b>	<b>339,8</b>
<i>Biens et Services</i>	<i>366,3</i>	<i>366,3</i>	<i>17,2</i>	<i>10,2</i>
<i>Indemnités</i>	<i>19,7</i>	<i>19,7</i>	<i>4,7</i>	<i>4,7</i>
<i>Transferts</i>	<i>783,0</i>	<i>783,0</i>	<i>326,4</i>	<i>324,8</i>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>292,7</b>	<b>292,7</b>	<b>273,0</b>	<b>0,09</b>
<b>COMPTES PARTICULIERS DU TRÉSOR</b>	<b>1 461,8</b>	<b>1 461,8</b>	<b>621,4</b>	<b>339,9</b>
<b>FONDS DE CONTREVALEUR</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Autres Financements</i>	<i>3581,7</i>	<i>3581,7</i>	<i>1 288,0</i>	<i>487,8</i>
<b>OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>3 581,7</b>	<b>3 581,7</b>	<b>1 288,0</b>	<b>487,8</b>
<b>DETTE PUBLIQUE</b>	<b>3 581,7</b>	<b>3 581,7</b>	<b>1 288,0</b>	<b>487,8</b>
<b>Total ADMINISTRATIF</b>	<b>11091,1</b>	<b>11 081,6</b>	<b>4246,9</b>	<b>1 551,1</b>

Source : SIIGFP SIIGFP extrait le 14/05/2021

Avec un crédit ouvert totalisé à 11 081.6 Milliards Ariary dédié au secteur Administratif, et un taux de régulation moyen de 25% à l'exception des PIP sur financement externe, 1 551.1 Milliards Ariary ont pu faire l'objet de paiement dont 721.4 Milliards rattachés aux dépenses du Budget Général, 1.9 Milliard au titre des Budgets Annexes , 339.9 Milliards au titre du Compte Particulier du Trésor et 487.8 pour les Opérations de financement.

## ***V. COMPTE RENDU DE LA REUNION PORTANT SUR LA REVUE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2021***

### **PARTICIPANTS:**

Tous Institutions et Ministères dont MEF (*DGARMP, CNM, DGT, DGFAG*), représentants de la Société Civile, Partenaires Techniques et Financiers

### **DÉROULEMENT**

- Intervention de Monsieur le DGFAG:
  - Présentation de la situation globale de l'exécution budgétaire, situation des dépenses covid-19, situation des dépenses sociales, synthèse des difficultés rencontrées recensées dans le SIIGFP.
- Intervention de Monsieur le DG ARMP:
  - Rappel de la responsabilité des PRMP, notamment régionaux et la nécessité de renforcement de capacité des acteurs au niveau des Districts et Régions.
- Intervention de la CNM:
  - Sensibilisation des acteurs budgétaires pour le respect de la présentation des dossiers, présentation des efforts déployés par la CNM ayant permis de diminuer les cas de relance.
- Séance de question/réponse et de partage.

## SYNTHESE DES DIFFICULTES RECENSEES ET RECOMMANDATIONS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

	DIFFICULTÉS RECENSEES	RECOMMANDATIONS
1	Ralentissement des activités dû au contexte sanitaire du moment : personnel réduit et manque de matériels	Incitation au partage d'expérience venant des entités ayant pu obtenir un taux d'engagement élevé malgré le contexte sanitaire
2	Retard ou absence de nomination des acteurs budgétaires	Mesure mise en place par le MEF dans la Circulaire d'Exécution Budgétaire 2021, pour accélérer le processus : la nomination en début d'exercice des GAC et ORDSEC requise uniquement en cas de changement de personne
3	Délai d'obtention des autorisations d'engagement des Dépenses supérieures à 200 Millions d'Ariary	En attendant la mise en place d'un système permettant d'effectuer cette démarche via SIIGFP, il a été rappelé aux Ministères l'importance de l'anticipation tant au niveau des procédures de passation de marchés qu'au niveau des procédures d'engagement
4	Lourdeur des procédures de passation de marché, accentuée par la centralisation de la gestion	La CNM et l'ARMP ont rappelé aux Ministères la nécessité du strict respect des directives relatives à la préparation des dossiers afin d'écarter les risques de rejet et la nécessité de nommer et mobiliser les PRMP régionaux et de former les acteurs au niveau des Districts et des Régions
5	Insuffisance et carence en budget, absence de crédits, diminution des crédits.	Le MEF a rappelé la priorisation de l'utilisation des crédits disponibles dans l'exécution budgétaire. Les effectifs et enveloppes budgétaires sont fixés en Conseil et leur répartition fine par SOA et par compte a été effectuée par chaque Institution et Ministère selon les priorités de chaque entité
6	Faible taux de régulation	Observation non fondée compte tenu du fait que la plupart des Ministères/Institutions n'ont pas pu atteindre le taux de régulation en vigueur au 1er trimestre. Il appartient à chaque Ministère et Institution d'effectuer la priorisation des dépenses lors de la répartition du taux global de régulation
7	Absence de crédit PIP et Nouveau Projet d'Émergence (NPE) en attente de décret de virement	Le MEF a déjà pris l'initiative de collecter et d'introduire en conseil les NPE de chaque Ministère pour faciliter la démarche. Il revient ensuite à chaque Ministère de défendre ses projets auprès du Conseil.
8	Procédure NPE non explicite	Eventuellement, des aménagements de crédits peuvent être effectués pour prioriser certaines dépenses.

Source: SIIGFP du 30/04/2021

De tout ce qui précède, il peut être conclu que malgré le fait que le taux d'engagement des dépenses en général n'a pas atteint les taux de régulations autorisés au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021, il n'est pas éloigné de celui des années précédentes pour la même période et peut tout à fait être redressé au cours des prochains mois. Les aléas souvent rencontrés en fins d'exercices peuvent être anticipés et /ou éviter d'ores et déjà se basant sur les difficultés émises par les Ministères au moment de la réunion portant sur la revue.

De manière générale, la majorité des difficultés en question portent sur:

- les ralentissements engendrés par le contexte sanitaire du COVID-19,
- le retard de nomination des acteurs budgétaire,
- le faible taux de régulation freinant leurs procédures de passation de Marchés Publics

Face à cela, le Ministère de l'Economie et des Finances entend prendre les mesures suivantes afin que lesdites difficultés ne soient plus des obstacles à l'exécution pour l'avenir :

- Identifier les Ministères qui ont encore des problèmes de nomination d'acteurs puis
- Planifier une réunion de travail avec les Ministères concernés avant la fin du second trimestre
- Hausser au maximum les taux de régulation à partir du second semestre.
- Quant au contexte sanitaire, l'arrivée des vaccins devra très prochainement atténuer les problèmes d'organisation interne engendrés par la pandémie.